

Tendances conjoncturelles

2^e trimestre 2016

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À LA MARTINIQUE

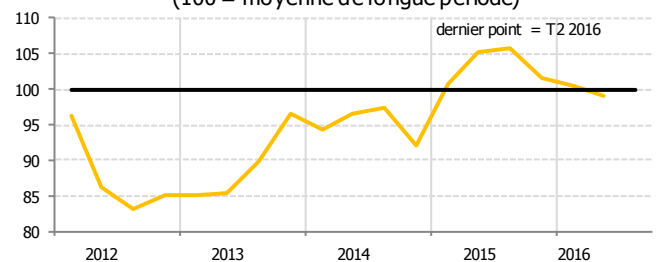
Léger repli de l'indicateur du climat des affaires

Confirmant la tendance à la baisse observée depuis trois trimestres, l'indicateur du climat des affaires (ICA) est de nouveau en repli au deuxième trimestre 2016 (-1,4 point). Il passe ainsi légèrement en dessous de sa moyenne de longue période pour la première fois depuis fin 2014, à 99,1 points. De manière générale, les résultats confirment les inquiétudes des chefs d'entreprise exprimées au trimestre précédent. Ils font état d'un ralentissement de l'activité et d'une contraction des effectifs. En revanche, la trésorerie s'améliore, en dépit de l'augmentation des charges d'exploitation et des délais de paiement.

Malgré ce contexte moins favorable, les chefs d'entreprise poursuivent leurs efforts d'investissement, les prévisions pour les douze prochains mois continuent de progresser.

Les entrepreneurs restent toutefois pessimistes sur l'activité au troisième trimestre, qui devrait enregistrer un nouveau recul, accompagné d'une détérioration de la trésorerie, des prix et des délais de paiement.

Indicateur du climat des affaires à la Martinique
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

T
E
N
D
A
N
C
E
S

CARAÏBE : UNE CROISSANCE À PLUSIEURS VITESSES

Dans son dernier rapport publié en juillet 2016, la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a revu ses prévisions de croissance à la baisse dans la zone caribéenne (-1,2 point) pour se situer à -0,3 % en 2016 (après -0,5 % en 2015). Les évolutions sont contrastées par pays et dépendent essentiellement de leurs positions à l'exportation. Ainsi, le Suriname et Trinidad-et-Tobago pâtissent encore du faible niveau des cours des matières premières. La CEPALC y anticipe un recul du PIB de 4,0 % et 2,5 % respectivement. À l'inverse, la République dominicaine devrait tirer la croissance régionale à la hausse avec une croissance attendue de 6,0 % en 2016.

À la **Jamaïque**, le PIB a crû de 0,8 % en glissement annuel au premier trimestre 2016, soit un cinquième trimestre consécutif de hausse. Les performances économiques sont portées par le secteur primaire (+3,0 %), ainsi que par les secteurs de l'énergie (+5,3 %) et de l'hôtellerie-restauration (+2,4 %). Par ailleurs, à la suite de sa mission de consultation, le FMI a salué l'implémentation de son programme de réformes économiques, initié en 2013. En trois ans, la Jamaïque a retrouvé un niveau d'inflation soutenable (2,2 % en juillet 2016 contre 9,7 % en juillet 2013), le déficit commercial a été divisé par deux, et la dette publique a été ramenée sur une trajectoire baissière (-18 points de pourcentage de PIB). En revanche, le taux de chômage ne recule pas significativement (13,5 %) et les inégalités perdurent.

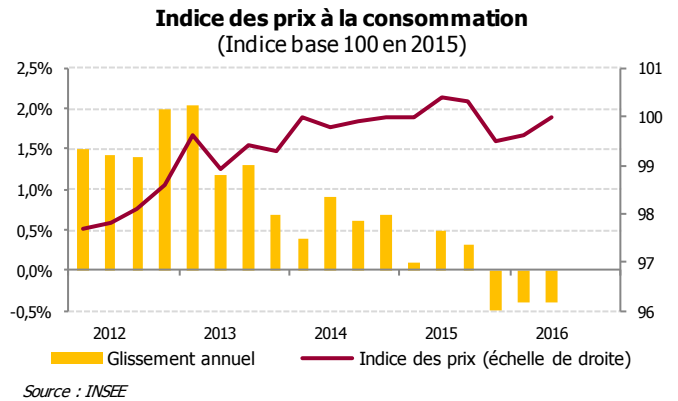
À la **Dominique**, le FMI estime que la tempête Erika a durement fragilisé l'économie en 2015. Engendrant d'importantes pertes matérielles, la tempête a entraîné une contraction du PIB de 3,9 %. Dans le secteur bancaire, le taux de créances douteuses est dangereusement élevé (17 %) et l'économie souffre d'un resserrement des conditions d'octroi de crédit. L'inflation (0,6 %) et le déficit commercial (9,4 % du PIB) sont toutefois restés contenus grâce à la baisse des cours du pétrole. Dans un contexte de reconstruction, l'année 2016 sera une année de rattrapage, avec une croissance projetée à 1,3 %, mais conditionnée par l'aide internationale.

Sources : Commission des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Institut statistique de la Jamaïque, Fonds monétaire international.

Légère augmentation des prix

Au deuxième trimestre 2016, l'indice des prix à la consommation enregistre une légère hausse de 0,3 % sur le trimestre (après +0,1 % au trimestre précédent). Les prix de l'énergie repartent à la hausse (+6,2 %) tandis que les prix de l'alimentation et des services s'inscrivent en baisse (respectivement -0,3 % et -0,4 %).

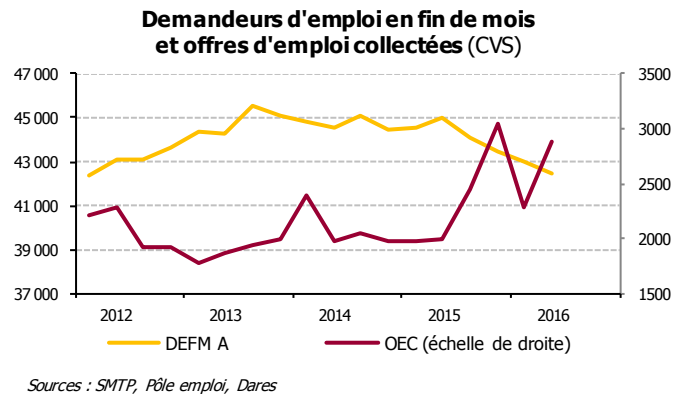
Sur un an, les prix à la consommation poursuivent leur baisse (-0,4 %). Ce recul de l'inflation tient au repli durable des prix de l'énergie (-7,3 %) et dans une moindre mesure des produits manufacturés (-0,6 %). À l'inverse, les prix de l'alimentation et des services s'inscrivent en hausse (respectivement +1,1 % et +0,5 %).



Des signes encourageants sur le marché du travail

À fin juin, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFMA) enregistre une nouvelle baisse (-1,2 %, CVS) pour s'établir à 42 460. Sur un an, la tendance est plus marquée (-6,1 %, CVS). Ces signes encourageants s'étendent à toutes les catégories d'âge, notamment aux moins de 25 ans (-15,8 % sur un an, CVS).

S'agissant des offres d'emploi enregistrées par Pôle emploi (OEC), la situation est également favorable. Elles affichent une croissance sensible, tant sur le trimestre (+26,7 %, CVS) que sur l'année (+45,1 %, CVS).

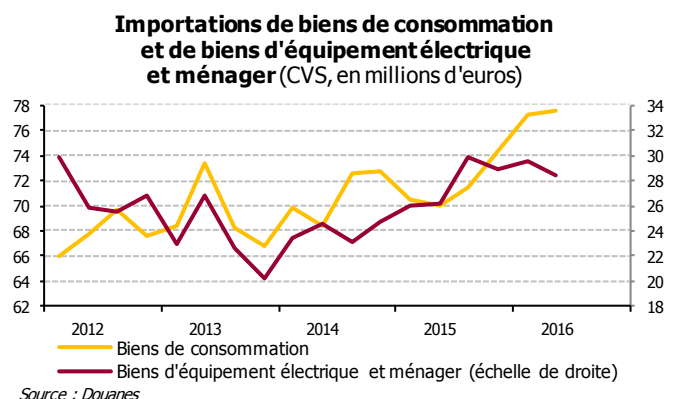


Consommation des ménages : la reprise fléchit

Au deuxième trimestre 2016, la reprise de la consommation des ménages, engagée depuis un an, montre des signes d'essoufflement. Les professionnels du secteur du commerce accusent un recul de l'activité, en lien avec le ralentissement de la demande. Ces difficultés se reflètent dans la baisse du chiffre d'affaires des hypermarchés, tant sur le trimestre que sur un an (-3,0 % et -2,9 %, CVS).

Sur le trimestre, les importations de biens d'équipement électrique et ménager reculent (-3,9 %, CVS), tandis que les importations de biens de consommation (+0,5 %, CVS) et les immatriculations de véhicules de tourisme (+0,2 %) sont stables.

En glissement annuel, la consommation des ménages reste bien orientée, avec des importations de biens d'équipement électrique et ménager de biens de consommation (respectivement +8,7 % et +10,8 %, CVS), et des immatriculations de véhicules de tourisme (+8,8 %, CVS) toujours en progression.

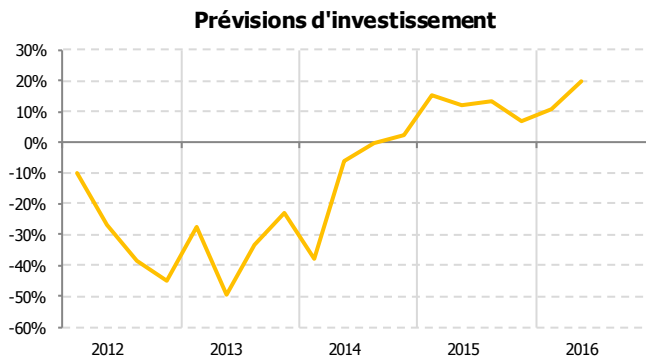


Progression des prévisions d'investissement

Les intentions d'investissement des chefs d'entreprise progressent par rapport au trimestre précédent et restent à un niveau supérieur à la moyenne de longue période. Les projets sont portés par l'ensemble des secteurs d'activité, à l'exception de l'industrie et du tourisme, et seraient principalement tournés vers le renouvellement des outils de production.

Les importations de biens d'équipement se maintiennent sur le trimestre (+0,5 %, CVS), mais augmentent de façon plus prononcée sur un an (+3,4 %, CVS). En revanche, les immatriculations de véhicules utilitaires sont en retrait sur le trimestre (-5,5 %, CVS), comme en glissement annuel (-2,0 %, CVS).

L'évolution des indicateurs de vulnérabilité des entreprises est encourageante sur le trimestre. Le nombre de personnes morales en interdiction bancaire est en léger repli (-0,8 %) et les impayés sur effets de commerce affichent une baisse plus marquée, tant en nombre (-18,4 %), qu'en montant (-29,0 %).



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

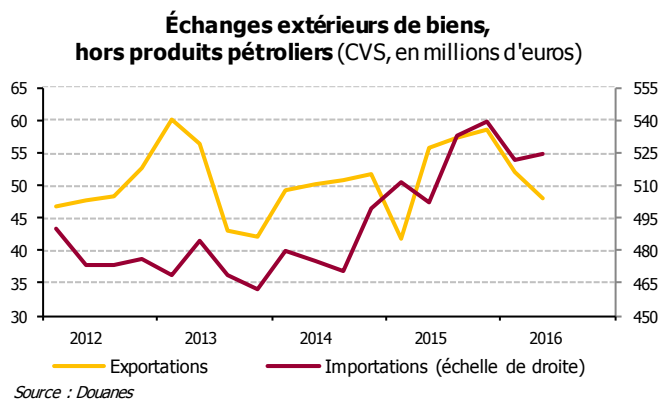
Diminution des exportations hors produits pétroliers

Hors produits pétroliers, les importations sont stables (+0,5 %, CVS) sur le trimestre, en dépit des hausses, certes légères, des importations de produits agroalimentaires (+1,9 %, CVS) et de produits industriels (+1,1 %, CVS).

En revanche, les exportations, hors produits pétroliers, sont en repli sur le trimestre (-7,6 %, CVS), essentiellement en lien avec la baisse des exportations de produits agricoles (-15,5 %, CVS) et agroalimentaires (-21,5 %, CVS).

S'agissant des échanges de produits pétroliers, les importations reculent (-7,2 %, CVS), alors que les exportations progressent de façon significative (+24,8 %, CVS).

L'importance des échanges liés aux produits pétroliers engendre une augmentation globale des exportations, sur le trimestre (+2,9 %, CVS) et une diminution des importations (-4,1 %, CVS). Sur un an, les importations (-11,4 %, CVS) et les exportations (-28,7 %, CVS) sont globalement orientées à la baisse.



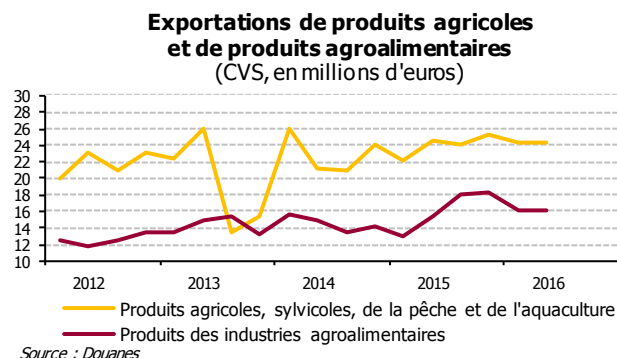
Source : Douanes

UNE ACTIVITÉ GLOBALEMENT AU RALENTI

Selon l'enquête de conjoncture, l'activité au deuxième trimestre se contracte. Les chefs d'entreprise font état d'une dégradation des charges d'exploitation et des délais de paiement. Parallèlement, ils procèdent à des déstockages favorisant l'amélioration de la trésorerie, dans un contexte de baisse des prix et des effectifs.

Globalement l'ensemble des secteurs sont confrontés à la baisse du courant d'affaires. Les professionnels de l'industrie (agroalimentaire et autres industries), du BTP et des services aux entreprises, déclarent faire face à une baisse de l'activité. Dans le tourisme, la situation est contrastée. Enfin, l'activité commerciale fléchit.

Dans les secteurs **primaire** et **agroalimentaire**, les chefs d'entreprise jugent l'activité en retrait par rapport au précédent trimestre. La branche banane se redresse, avec des exportations en hausse sur le trimestre (+1,9 %, CVS, après -15,1 %, CVS au trimestre précédent). Les activités de transformation ont plus de difficultés, comme en témoigne le repli des exportations de produits agroalimentaires (-21,5 %, CVS).



Source : Douanes

Dans le secteur **industriel**, l'opinion des professionnels sur leur activité reste négative. Les difficultés de production perdurent, comme en atteste la baisse des ventes de fioul (-7,8 %, CVS), essentiellement destinées à l'industrie. Les chefs d'entreprise déplorent par ailleurs l'alourdissement des charges et l'allongement des délais de paiement.

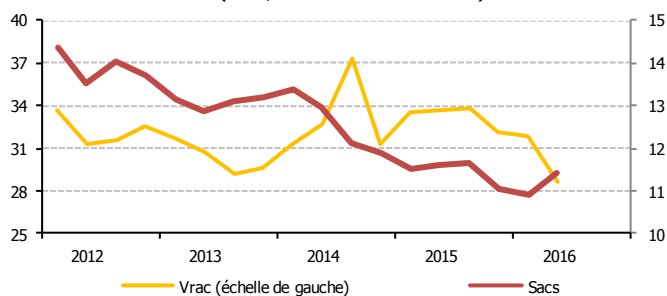
Le courant d'affaires du **BTP** demeure mal orienté et les perspectives ne semblent pas meilleures. La hausse des ventes de ciment en sacs (+4,6 %, CVS) reflète un léger dynamisme de la commande privée. Toutefois, l'absence de travaux publics d'envergure se traduit par la baisse des ventes de ciment en vrac (-10,0 %, CVS) et la diminution des importations d'éléments en métal pour la construction (-36,5 %, CVS).

Le secteur des **services aux entreprises** est confronté à une baisse du volume d'affaires après plusieurs trimestres de bonne tenue. L'évolution des carnets de commandes laisse par ailleurs craindre un nouveau recul de l'activité au trimestre prochain. Cette dégradation n'affecte pas encore la trésorerie, qui se reconstitue, malgré l'augmentation des délais de paiement et, dans une moindre mesure, des charges d'exploitation.

Dans le **tourisme**, la situation s'est retournée après un début de saison très positif. Les inquiétudes liées aux virus Zika ont pesé sur la fréquentation. Ainsi, à fin juin, le trafic de passagers à l'aéroport évolue négativement sur le trimestre (-3,6 %, CVS). Au niveau de l'hôtellerie, si le taux d'occupation se maintient par rapport à l'année passée (-0,2 point), le nombre de nuitées diminue de 9,4 %. Sur le segment de la croisière, le deuxième trimestre est moins favorable qu'un an auparavant (-3,8 % en glissement annuel).

Enfin, les professionnels du **commerce** font état d'un tassement de l'activité, déjà anticipé au trimestre précédent.

Ventes de ciment
(CVS, en milliers de tonnes)



Source : Ciments Artillais

INCERTITUDES SUITE AU RÉSULTAT DU REFERENDUM AU ROYAUME-UNI

À la suite du vote du Royaume-Uni en faveur d'un retrait de l'Union européenne, les prévisions de croissance mondiale ont été légèrement revues à la baisse (-0,1 point) pour 2016 et 2017 par le FMI, pour se situer respectivement à 3,1 % et 3,4 %. Les perspectives sont plus défavorables pour les pays avancés tandis qu'elles demeurent globalement inchangées pour les pays émergents et en développement. Le « Brexit », qui a pris de court les marchés financiers, est selon le FMI de nature à accroître l'incertitude économique, politique et institutionnelle et devrait peser sur les économies des pays européens avancés, dans des proportions toutefois difficiles à quantifier.

Aux États-Unis, la croissance au premier trimestre 2016 a été moins vigoureuse qu'attendu, conduisant à l'atténuation des prévisions de croissance pour 2016 de 0,2 point de pourcentage. La croissance devrait rebondir au deuxième trimestre, soutenue par la baisse des taux longs et une normalisation de la politique monétaire. Le FMI table sur une croissance moyenne de 2,2 % en 2016.

Dans la zone euro, le taux de croissance a été supérieur aux prévisions au premier semestre, porté par une solide demande intérieure et un léger rebond de l'investissement. Malgré le « Brexit », les prévisions de croissance ont été revues à la hausse (+0,1 point à 1,6 %).

Selon les chiffres publiés par l'INSEE le 29 juillet, l'activité en France a marqué le pas au deuxième trimestre 2016, après +0,7 % au premier trimestre. La consommation des ménages a perdu de sa vigueur, tandis que l'investissement s'est replié après trois trimestres de nette hausse. Le commerce extérieur a en revanche été un facteur de soutien de l'activité. Le FMI maintient sa prévision de croissance pour la France en 2016 à +1,6 %.

Au Japon, l'activité a été légèrement meilleure que prévu malgré une demande intérieure toujours faible et une inflation en recul. Cependant, les prévisions de croissance ont également été revues à la baisse de 0,2 point pour s'établir à 0,3 % en 2016. Les perspectives à court terme se sont améliorées en Chine, en raison de récentes mesures de soutien à la croissance (réduction des taux prêteurs, politique budgétaire expansionniste, augmentation des dépenses d'infrastructures). Le FMI prévoit une croissance du PIB de 6,6 % en 2016.

Tout en présentant des perspectives différenciées, les pays émergents et en développement devraient globalement enregistrer une croissance stable en 2016 (+4,1 % après +4,0 % en 2015). Au Brésil et en Russie, la récession devrait être moins forte, sous l'effet d'un retour de la confiance des acteurs économiques et d'une remontée des cours du pétrole.

Sources : FMI, INSEE – données arrêtées à la date du 29 juillet 2016